

Art. 4. In afwijking van artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de domaniale natuurreservaten buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991, dat van toepassing is in erkende natuurreservaten krachtens artikel 1 van bovenvermeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986, hebben de gebruiker en zijn afgevaardigden toestemming om in het kader van het beheersplan :

- met mechanische of motorwerktuigen te verplaatsen;
- over kap- graaf- en winningswerktuigen te beschikken;
- jachtwapens en vangsttoestellen te dragen;
- van honden en fretten vergezeld te zijn.

Art. 5. De in de artikelen 3 en 4 van dit besluit bedoelde afwijkingen staan vermeld in een door de gebruiker en hun afgevaardigden gedateerd en getekend schrijven. Ze zijn persoonlijk en moeten ieder ogenblik aan de bewakingsagenten getoond kunnen worden. Ze mogen niet langer duren dan één jaar. De gebruiker is gehouden binnen 24 uur een afschrift ervan over te maken aan de in artikel 2 aangewezen ambtenaar belast met het toezicht.

Art. 6. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat, kan de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen toestaan om van de verboden van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 af te wijken in het kader van wetenschappelijke onderzoeken en opvolgingen en na advies van de afdeling « Natuur » van de beleidsgroep « Landelijke Aangelegenheden » van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Waalse Sociaal-Economische Raad).

Art. 7. De erkenning wordt aangenomen voor een periode van 30 jaar die ingaat op de datum van ondertekening van dit besluit.

Art. 8. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203594]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue de transposer partiellement la Directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les articles 1^{er}, remplacé par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par les décrets des 21 juin 2012 et 24 octobre 2013, 11, remplacé par le décret du 21 juin 2012 et 12/1, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et remplacé par le décret du 24 octobre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu le rapport du 13 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 27 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Climat;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose l'article 1^{er}, paragraphe 35, de la Directive (UE) 2018/410 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2018 modifiant la Directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la Décision (UE) 2015/1814.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par les arrêtés des 10 février 2011 et 13 décembre 2012, les mots " ci-après dénommé le décret du 10 novembre 2004, » sont insérés entre les mots « de Kyoto » et les mots « sont énumérées ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}/1. Sont exclues de l'application du décret du 10 novembre 2004, à la demande de l'exploitant, les installations dont les émissions déclarées à l'Agence wallonne de l'air et du climat sont inférieures à 2 500 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone, à l'exclusion des émissions provenant de la biomasse, pour chacune des trois années précédant la notification visée à l'alinéa 2.

L'Agence wallonne de l'air et du climat communique à la Commission nationale Climat, pour notification à la Commission européenne, la liste des installations exclues en application de l'alinéa 1^{er}, au plus tard en même temps qu'elle communique la liste des installations visée par l'article 3, § 2, du décret du 10 novembre 2004.

Les exploitants des installations exclues en application de l'alinéa 1^{er} et dont les émissions annuelles continuent à être inférieures à 2 500 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone transmettent chaque année, à l'Agence wallonne de l'air et du climat, une déclaration sur l'honneur qui atteste que ce seuil n'a pas été dépassé.

Lorsqu'une installation, exclue en application de l'alinéa 1^{er}, émet une quantité égale ou supérieure à 2 500 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone, indépendamment des émissions provenant de la biomasse, au cours d'une année civile, elle est à nouveau soumise au décret du 10 novembre 2004 à partir de l'année qui suit le dépassement. Si l'exploitant de l'installation a introduit une demande d'exclusion accompagnée des éléments visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 relatif à l'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre à titre gratuit pour les installations fixes, dans le délai visé à l'article 3 de cet arrêté, il reçoit des quotas alloués à titre gratuit à partir de l'année qui suit le dépassement.

La liste des installations exclues du décret du 10 novembre 2004 et de celles qui, le cas échéant, réintègrent le décret du 10 novembre 2004 sont publiées sur le site de l'Agence wallonne de l'air et du climat. ».

Art. 4. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « de l'Environnement » sont remplacés par les mots « du Climat ».

Art. 5. Dans l'annexe 1/1 du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2011, dans la première colonne du tableau, sous le titre " aviation ", l'alinéa 2 est complété par le k), rédigé comme suit :

" k) du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2030, les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un exploitant d'aéronef non commercial effectuant des vols dont les émissions annuelles totales sont inférieures à 1 000 tonnes par an. ".

Art. 6. Le Ministre du Climat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 mai 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203594]

16. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, die in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls genannt sind, im Hinblick auf die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 1, ersetzt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und abgeändert durch die Dekrete vom 21. Juni 2012 und vom 24. Oktober 2013, Artikel 11, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012 und Artikel 12/1, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010 und ersetzt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, die in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls genannt sind;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 13. März 2019;

Aufgrund des am 27. März 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;
Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
Auf Vorschlag des für das Klima zuständigen Ministers;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird Artikel 1 Paragraph 35 der Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Unterstützung kosteneffizienter Emissionsreduktionen und zur Förderung von Investitionen mit geringem CO₂-Ausstoß und des Beschlusses (EU) 2015/1814 umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, die in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls genannt sind, abgeändert durch die Erlasse vom 10. Februar 2011 und vom 13. Dezember 2012, werden die Wörter "nachstehend das "Dekret vom 10. November 2004" genannt " zwischen die Wörter "Kyoto-Protokolls" und die Wörter "erwähnten Treibhausgase" eingefügt.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 - Auf Antrag des Betreibers werden die Anlagen, deren der Wallonischen Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat") gemeldete Emissionen unter 2.500 Tonnen Kohlendioxidäquivalent liegen, für jedes der drei Jahre vor der in Absatz 2 genannten Zustimmung von dem Anwendungsbereich des Dekrets vom 10. November 2004 ausgeschlossen. Dies gilt jedoch nicht für die Emissionen aus der Biomasse.

Die Wallonische Luft- und Klimaagentur übermittelt der Nationalen Klimakommission zwecks der Mitteilung an die Europäische Kommission spätestens gleichzeitig mit der Übermittlung der in Artikel 3 § 2 des Dekrets vom 10. November 2004 erwähnten Liste der Anlagen die Liste der in Anwendung des Absatzes 1 ausgeschlossenen Anlagen.

Die Betreiber der in Anwendung des Absatzes 1 ausgeschlossenen Anlagen, deren jährliche Emissionen weiterhin unter 2.500 Tonnen Kohlendioxidäquivalent liegen, übermitteln der Wallonischen Luft- und Klimaagentur jedes Jahr eine ehrenwörtliche Erklärung, die bescheinigt, dass die Schwelle nicht überschritten wurde.

Wenn eine in Anwendung des Absatzes 1 ausgeschlossene Anlage unabhängig von den Emissionen aus der Biomasse während eines Kalenderjahres eine Menge von mindestens 2.500 Tonnen Kohlendioxidäquivalent ausstößt, unterliegt sie ab dem Jahr, das auf die Überschreitung folgt, erneut dem Dekret vom 10. November 2004. Wenn der Betreiber der Anlage einen Antrag auf Ausschluss unter Beifügung der in Artikel 4 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 über die kostenlose Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate für die ortsfesten Anlagen innerhalb der in Artikel 3 dieses Erlasses erwähnten Frist eingereicht hat, erhält er ab dem Jahr, das auf die Überschreitung folgt, die kostenlose Zuteilung von Zertifikaten.

Die Liste der aus dem Anwendungsbereich des Dekrets vom 10. November 2004 ausgeschlossenen Anlagen und derjenigen, die gegebenenfalls wieder unter den Anwendungsbereich dieses Dekrets vom 10. November 2004 fallen, wird auf der Webseite der Wallonischen Luft- und Klimaagentur veröffentlicht."

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die Wörter "der Umwelt" durch die Wörter "für das Klima" ersetzt.

Art. 5 - In Anhang 1/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2011, wird in der ersten Spalte der Tabelle, unter dem Titel "Luftverkehr", Absatz 2 um den Buchstaben *k*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"*k*) vom 1. Januar 2013 bis zum 31. Dezember 2030 die Flüge, die abgesehen von diesem Buchstaben unter diese Tätigkeit fallen würden und von einem nicht gewerblichen Luftverkehrsbetreiber durchgeführt werden, der Flüge durchführt, deren jährliche Gesamtemissionen unter 1.000 Tonnen pro Jahr liegen."

Art. 6 - Der für das Klima zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 16. Mai 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203594]

16 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibilitätsmechanismen van het Protocol van Kyoto, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 maart 2018

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibilitätsmechanismen van het Protocol van Kyoto, artikelen 1, vervangen bij het decreet van 6 oktober 2010 en gewijzigd bij de decreten van 21 juni 2012 en 24 oktober 2013, 11, vervangen bij het decreet van 21 juni 2012 en 12/1, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en vervangen bij het decreet van 24 oktober 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibilitätsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het rapport van 13 maart 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit zet artikel 1, paragraaf 35, van Richtlijn (EU) 2018/410 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2018 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG ter bevordering van kosteneffectieve emissiereducties en koolstofarme investeringen en van Besluit (EU) 2015/1814 om.

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij de besluiten van 10 februari 2011 en 13 december 2012, worden de woorden "hierna het decreet van 10 november 2004 genoemd" toegevoegd na de woorden "Protocol van Kyoto".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1/1. Op verzoek van de exploitant worden installaties waarvan de aan het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) gemelde emissies voor elk van de drie jaar voorafgaand aan de in lid 2 bedoelde kennisgeving minder dan 2 500 ton kooldioxide-equivalent bedragen, exclusief emissies uit biomassa, uitgesloten van de toepassing van het decreet van 10 november 2004.

Het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" deelt, ter kennisgeving aan de Europese Commissie, de lijst van installaties die overeenkomstig het eerste lid uitgesloten zijn, mee aan de Nationale Klimaatcommissie, uiterlijk op het moment dat zij de lijst van installaties bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 10 november 2004 meedeelt.

Exploitanten van installaties die overeenkomstig het eerste lid uitgesloten zijn en waarvan de jaarlijkse emissies nog steeds minder dan 2 500 ton kooldioxide-equivalent bedragen, dienen jaarlijks bij het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" een verklaring op erewoord in waarin zij verklaren dat deze drempel niet overschreden is.

Wanneer een overeenkomstig het eerste lid uitgesloten installatie in een kalenderjaar een hoeveelheid van ten minste 2 500 ton kooldioxide-equivalent uitstoot, ongeacht de emissies uit biomassa, is het decreet van 10 november 2004 opnieuw van toepassing met ingang van het jaar na de overschrijding. Indien de exploitant van de installatie een uitsluitingsaanvraag ingediend heeft, vergezeld van de elementen bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 betreffende de kosteloze toewijzing van broeikasgasemissierechten voor vaste installaties, binnen de in artikel 3 van dit besluit bedoelde termijn, ontvangt hij vanaf het jaar volgend op het jaar waarin de overschrijding zich voorgedaan heeft, kosteloos toegewezen rechten.

De lijst van de installaties die van het decreet van 10 november 2004 uitgesloten zijn en van die waarvoor het decreet van 10 november 2004 in voorkomend geval opnieuw van toepassing is, worden gepubliceerd op de website van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat".

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "van Leefmilieu" vervangen door de woorden "van klimaat".

Art. 5. In bijlage 1/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2011, in de eerste kolom van de tabel, onder de titel "luchtvaart", wordt lid 2 aangevuld met punt k), luidend als volgt:

"k) van 1 januari 2013 tot 31 december 2030, vluchten die zonder dit punt onder deze activiteit zouden vallen, uitgevoerd door een niet-commerciële luchtvaartuigexploitant die vluchten uitvoert met een totale emissie van minder dan 1 000 ton per jaar."

Art. 6. De Minister van Klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE